



FORT DE SES 147 DÉPUTÉS, DONT HUIT APPARENTÉS, LE GROUPE SOCIALISTE A ÉTÉ LE FER DE LANCE DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE. AU DELÀ DE LA CRITIQUE DES PROJETS DE LOI GOUVERNEMENTAUX, IL S'EST ATTELÉ À CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE PROGRES-

SISTE FONDÉE SUR SES VALEURS D'ÉGALITÉ, DE SOLIDARITÉ ET DE CITOYENNETÉ. IL S'EST ÉGALEMENT ATTACHÉ À DÉFENDRE LA PLACE ET LES DROITS DU PARLEMENT, EN UTILISANT PLEINEMENT LES FONCTIONS DE CONTRÔLE QUI LUI SONT RECONNUES PAR LA CONSTITUTION.

Une opposition active

Dans une France en quête de repères, le groupe socialiste a mené une opposition de fond à la politique libérale du gouvernement. Nos divergences se sont particulièrement manifestées sur l'absence de politique publique de l'emploi et sur la montée des inégalités. Elles nous ont conduit à défendre deux motions de censure, l'une sur la réforme des modes de scrutin régionaux, l'autre sur les choix économiques et sociaux du gouvernement.

L'exercice de la critique s'est accompagné d'un travail d'amendements (nous en avons déposé plus de 12 000) et de contre-propositions. Sur la réforme des retraites, nous avons proposé de garantir le niveau des pensions et de prendre en compte la pénibilité des métiers. Sur la sécurité sociale, nous avons insisté sur la nécessité d'une réforme d'ensemble de notre système de santé préservant la solidarité collective. Et lors de la discussion budgétaire, nous avons présenté un pacte national de croissance et d'emploi.

Une opposition créative

Cette volonté d'offrir des chemins nouveaux à la société s'est traduite par le dépôt de 26 propositions de loi: la relance du civisme, le développement durable, l'humanisation du système pénitentiaire... Trois d'entre elles ont fait l'objet d'un débat dans l'hémicycle: la revitalisation des territoires ruraux; la création d'un service civique pour les jeunes, vecteur d'une reconquête des valeurs collectives; le renforcement de la législation contre les discriminations.

Parallèlement, le groupe socialiste a été à l'initiative des missions d'information sur les signes religieux à l'école, sur les 35 heures et de la commission d'enquête sur la canicule. A chaque fois, une même ambition: se saisir sans tabou de toutes les questions que se pose la société.

Une opposition alternative

Dans cet esprit, nous participons à l'entreprise de renaissance programmatique de la gauche. Dix ateliers de réflexion élaborent des propositions dans des domaines aussi importants que l'Etat, l'emploi, l'éducation, la sécurité, la protection sociale ou les institutions. Et une nouvelle revue, Tribunes socialistes, permet de confronter chaque semaine notre travail parlementaire au regard de la société.

Notre combat n'oublie pas sa dimension européenne et internationaliste. Après avoir été à la pointe de la défense

du multilatéralisme en Irak et voté l'élargissement de l'Union, le groupe socialiste a développé une étroite coopération avec ses homologues des Parlements de l'Union afin de donner à la construction européenne une nouvelle perspective progressiste.

PRÉSIDENT : Jean-Marc AYRAULT

VICE-PRÉSIDENTS : Martine DAVID (1ère vice-présidente), Claude BARTOLONE, Pierre BOURGUIGNON, Julien DRAY, Catherine GENISSON, Elisabeth GUIGOU, Marylise LEBRANCHU, Alain NERI, Bernard ROMAN, Ségolène ROYAL, Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, Pascal TERRASSE

TRÉSORIER : Christian BATAILLE

TRÉSORIER ADJOINT : Didier MATHUS

MEMBRES DU BUREAU DU GROUPE : Jean-Paul BACQUET, Gérard BAPT, Patrick BLOCHE, Jean-Michel BOUCHERON, Jean-Paul CHANTEGUET, Marie-Françoise CLERGEAU, Pierre COHEN, Michel DASSEUX, Bernard DEROSIER, René DOSIERE, Jacques FLOCH, Pierre FORGUES, Paulette GUINCHARD-KUNSTLER, Serge JANQUIN, François LAMY, Annick LEPETIT, Martine LIGNIERES-CASSOU, Jean MICHEL, Arnaud MONTEBOURG, Christian PAUL, Christophe PAYET, Marie-Françoise PEROL-DUMONT, Odile SAUGUES, Daniel VAILLANT, Michel VERGNIER, Philippe VUILQUE

MEMBRES DE DROIT : François HOLLANDE, Henri EMMANUELLI, Laurent FABIUS

RESPONSABLES SOCIALISTES DES COMMISSIONS ET DÉLÉGATIONS : Augustin BONREPAUX (finances), Jean-Michel BOUCHERON (défense), François BROTTES (affaires économiques), Gaëtan GORCE (affaires sociales), Christophe CARESCHE (lois) Danièle BOUSQUET (délégations aux droits des femmes), Jean-Pierre DUFAY (délégation à l'aménagement du territoire), Jérôme LAMBERT (délégation à l'Union européenne)